

Très bien (++)	Assez bien (+)	Pas bien (-)	Mauvais (--)
<p>Il est globalement très positif. Le grand chantier de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans se termine et cette mesure importante va bientôt pouvoir entrer en vigueur ce qui est une bonne chose! Je salue le travail politique de Madame Emery-Torracinta, qui doit composer avec une majorité gouvernementale et parlementaire qui ne lui est pas acquise, elle qui gère le plus gros département du canton. Elle a su protéger l'école du mieux qu'elle l'a pu!</p> <p>Marko Bandler PS</p>	<p>Plutôt Positif</p> <p>EI Motafa Akaba UDC</p>	<p>Moyen.</p> <p>Ce fut ne gestion passive, sans revue du cursus éducatif et sans revue de fond.</p> <p>Une fonction essentielle de l'école est d'apprendre aux enfants à apprendre. Sur ce point rien n'a été fait.</p> <p>Une forte pointe d'idéologie reste la norme, ce qui n'est pas acceptable.</p> <p>Des efforts sont fait pour les enfants en retard, et en difficulté d'apprentissage (ce qui est très bien) mais rien pour ceux qui ont de la facilité et qui pourraient progresser plus vite et plus loin. C'est un nivellement vers le bas dans un monde de plus en plus compétitif...? Cela doit changer, les écoles privées s'en occupent de mieux en mieux. Je ne désire pas une école publique genevoise à l'instar de la plupart de celles dans le monde occidental, à savoir une école inférieure à celles privées...</p> <p>Marc Fuhrmann UDC</p>	<p>Un bilan terne. Pas tant sur les idées novatrices (formation obligatoire, mercredi matin, école inclusive, etc.), mais bien plus sur la manière de traiter les dossiers de la Conseillère d'Etat Anne Emery-Torracinta. En effet, le manque de concertation pour le Collège de Candolle, le manque de budget pour l'école inclusive et la gestion calamiteuse de l'IUFE auront laissé des traces à la fin de son mandat. Les enseignants ont dû faire face à une charge de travail plus importante. Les étudiants ont été frustrés par l'annulation de la rentrée à l'IUFE. Alors, quand bien même elle rétorque que la majorité de droite n'a pas souhaité augmenter son budget, la Conseillère d'Etat montre seulement qu'elle n'est pas en mesure de trouver de bons compromis pour son dicastère.</p> <p>Stefano Vito Bellingeri PLR</p>
<p>Très bon bilan, très beau travail de la magistrate</p> <p>Eric Grand PLR</p>	<p>assez mitigé, car je ne pense pas qu'il soit allé au bout de ses ambitions, pourquoi? peut être par manque de temps ou de moyens. le mercredi matin je pense que cela était nécessaire, au vu du résultat des études PISA. Genève devait se ressaisir et je pense que le département s'en est donné les moyens. oui la formation jusqu'à 18 mais après on fait quoi, c'est là ou il faut intervenir et ne pas</p>	<p>Durant cette législature, une trop grande pression a été mise sur l'école. Celle-ci doit être préservée des attaques visant à amoindrir ses moyens.</p> <p>Bénédicte Amsellem-Ossipow Les Verts</p>	<p>Le bilan que je tire de la législature 2013-2018 à propos du DIP est plutôt désastreux selon moi.</p> <p>L'austérité et le démantèlement des services publics de qualité a été le maître-mot de ces 5 ans.</p> <p>Notre Conseillère d'Etat chargée du DIP a tenté de sauver les meubles mais ce n'est de loin pas suffisant. Elle a contribué, probablement sans le vouloir, à déposséder l'Ecole publique genevoise de son essence et à instaurer un climat de défiance, d'instabilité, de fragilité et</p>

	laisser trop de nos jeunes sur le carreau. Eliane Michaud Ansermet UDC		d'échec au sein de ses collaborateurs (dont je suis) et de ses élèves. Chloé Frammery Egalité et Equité
<p>Dans la mesure où ce questionnaire émane de la FEG, mes réponses ne porteront que sur la formation et non sur les autres politiques publiques (enfance et jeunesse, culture et sport). Un bilan dépend à la fois des choix stratégiques opérés et des rapports de force au CE et au GC. Dans un contexte politique défavorable où les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes et alors que le nombre d'élèves augmente fortement chaque année, je me suis battue sans relâche et je constate :</p> <ul style="list-style-type: none"> -non seulement qu'il n'y a pas eu de baisse de prestations (contrairement à de nombreux cantons) -mais que les moyens alloués à l'école genevoise ont augmenté (même si, bien évidemment, il aurait fallu plus dans certains secteurs), non seulement pour répondre à la hausse démographique, mais aussi pour de nouvelles prestations : à l'EP, introduction du mercredi matin, postes de soutien passant de 101 à 146, création d'équipes pluridisciplinaires ; moyens pour la 	<p>Je ne suis pas député... donc ce que je vois c'est l'éducation qu'ont reçu mes deux filles scolarisées à Versoix jusqu'en 2017. Elles ont connu l'école inclusive, avec ses avantages et ces inconvénients. J'estime à ce jour que l'inclusion n'est pas possible de manière linéaire et standardisées. j'ai un exemple qui fut au top et l'autre un flop ! Une maîtresse ne peut absolument pas gérer tout ce qu'on lui propose. certaines prises en charges correspondent à une formation spécialisée qu'elles n'ont pas toutes reçue... on ne peut pas attendre des miracles de nos enseignants en primaire ! il faut aussi respecter leur tâches de base ! Conclusion, pour l'inclusion, il faut faire du cas par cas.</p> <p>Sinon les classes étaient plutôt bien pleines avec 21 et 22 élèves et les enseignantes étaient toutes très bien formées et passionnées. Je n'ai pas ressenti le besoin d'avoir moins d'élèves dans mon cas de figure.</p> <p>Je suis en faveur du mercredi matin qui permet de nombreuses formations supplémentaires que mes filles n'auraient jamais eues</p>	<p>En raison de la comparaison entre les élèves genevois par rapport à ceux des autres cantons romands, le système en place n'est pas adapté. Il conviendrait donc de le réformer.</p> <p>Des éléments positifs sont toutefois à relever (p.ex.: la formation obligatoire jusqu'à 18 ans).</p> <p>Gian-Reto Agramunt PLR</p>	<p>Le mercredi matin épuise les élèves. Pas assez d'écoles dans le secondaire 2. Education devenue élitiste et dangereux pour la santé moral d'ados qui ne peuvent poursuivre l'école si il le désirent. Test pour les élèves issue d'école privée ou étranger sans possibilité de rattrapage orienté vers l'ofpc dépassé par le nombre de jeune laisser sur la touche. Formation obligatoire jusqu'à 18 ans est une légère amélioration mais surtout des stagiaires et main d'oeuvre gratuite. Pas très valorisant.</p> <p>Séverine Golay E et E</p>

<p>mise en oeuvre de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans ; etc. -de plus : respect du statut unique CO-ESII et des accords CE-FEG (faute de budget en 2016, le seul effort demandé a été la formation continue volontaire hors temps d'enseignement et, au CO, des effectifs de classe moyens plus proches des normes réglementaires). Plus d'informations sous : www.emery-torracinta.ch</p> <p>Anne Emery-Torracinta PS</p>	<p>sans cette décision. aussi, lorsque je vous tout ce que le PER demande ... je ne sais pas comment ceci serait possible sans les mercredis. Je suis aussi d'avis que les dernières semaines d'école pourraient être encore mieux utilisées pour avancer dans le programme. À Versoix, les bâtiments étaient en bon état.</p> <p>Jean-Marc Leiser PLR</p>		
<p>Je trouve que l'action d'Anne Emery-Torracinta s'inscrit dans une dimension constructive et positive qui vise à réformer le système éducatif pour l'inscrire dans les défis du 21ème siècle, sans pour autant remettre en cause les bases du système éducatif genevois. En particulier, je suis particulièrement sensible (et active à titre associatif et professionnel) sur le thème de l'école inclusive, qui permet à des enfants et jeunes avec des besoins éducatifs spécifiques de trouver une vraie place dans le système éducatif. Je me réjouis de voir une plus grande coalition soutenir ces actions au niveau législatif.</p> <p>Aurore Bui Les Verts</p>	<p>En ayant vécu les travaux budgétaires à la commission des finances, je dois dire que compte tenu des moyens et de la politique de restriction budgétaire à son encontre, pratiquée par la majorité actuelle, son action est non seulement globalement positive, mais ce fut un exploit. Mis à part certaines décisions telles que celle du cycle de la Seymaz.</p> <p>Alberto Velasco PS</p>	<p>Bilan mitigé en terme</p> <ul style="list-style-type: none"> - Concertation avec les enseignants - des moyens donnés pour mettre en œuvre l'école inclusive - de la rénovation et modernisation des bâtiments scolaires <p>Laurence Corpataux Les Verts</p>	<p>J'en tire un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté, les conditions de travail se sont dégradées, la bureaucratie a crû et les complications administratives de toutes sortes se sont multipliées, etc. (contrairement aux promesses du discours de Saint-Pierre). L'enseignement primaire et l'enseignement spécialisé pourraient être considérés comme les parents pauvres de l'école mais, dans les faits, c'est le DIP qui essaie de jouer les uns contre les autres pour masquer son incapacité à trouver les moyens nécessaires. Et quand il en trouve, il préfère les consacrer à des projets déguisés en nouveautés, médiatiques, quitte à arroser le sable. Il n'y a donc que des perdants.</p> <p>Olivier Baud EàG</p>
<p>Dans le cadre de la politique d'austérité budgétaire voulue par</p>	<p>Des efforts supplémentaires sont nécessaires en matière d'école</p>	<p>Une législature compliquée. Le département n'a pas su/pu résister aux pressions du législatif. Les</p>	<p>La législature peut être qualifiée de difficile. Pressions énormes du législatif</p>

<p>la majorité de droite du Grand Conseil et du Conseil d'Etat, le DIP est un des seuls départements a avoir réussi à non seulement ne pas baisser les prestations (non augmentation des effectifs en classe) mais en plus à avoir pu développer des nouveaux projets. Les actions entreprises qui ont permis de renforcer l'action des enseignants auprès des élèves sont à saluer (augmentations de postes d'enseignants, création d'équipes pluridisciplinaires au primaire, etc.). Dans le contexte global, l'action du DIP vis à vis de l'enseignement obligatoire est excellent.</p> <p>Carole-Anne Kast PS</p>	<p>inclusive, de prévention du harcèlement à l'école (notamment en cas de discrimination de genre ou d'origine) et de valorisation de la filière apprentissage.</p> <p>David Martin Les Verts</p>	<p>effectifs augmentent de manière sournoise. L'école inclusive est un beau projet, et sa mise en œuvre un défi qui nécessite d'y mettre les moyens.</p> <p>Frédérique Perler Les Verts</p>	<p>sur l'école et les enseignants. Le parlement a voté des textes inadéquats notamment en s'insérant dans l'opérationnel du DIP. Ces attaques ont rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions d'apprentissages se sont détériorées notamment au primaire dans les quartiers populaires.</p> <p>Yvan Rochat Les Verts</p>
<p>Le bilan du DIP est assez bon dans des circonstances très difficiles (minorité gouvernementale, fortes tensions au Parlement, la droite a la formation dans le viseur). Anne Emery-Torracinta a dû reprendre plusieurs dossiers lourds et complexes: transformation du CO de la Seymaz pour une école de l'ESII (initiée par C. Beer); mise en oeuvre du mercredi matin, avec en fait moins de moyens que ceux promis et nécessaires dans les faits; augmentation des moyens pour le primaire (équipe pluridisciplinaire, aide à la lecture, REP, etc.); tentative de mettre en place FO18 avec quelques moyens</p>	<p>-la formation obligatoire jusqu'à 18 ans est une excellente initiative - les bâtiments scolaires sont en mauvais état</p> <p>Monika Sommer PLR</p>	<p>La législature a été difficile. Les conditions d'apprentissage se sont détériorées.</p> <p>Jolanka Tchamkerten Les Verts</p>	<p>Législature difficile. Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détériorées.</p> <p>Julien Nicolet-dit-Felix Les Verts</p>

<p>supplémentaires (vu que c'est une obligation constitutionnelle); idem pour l'école inclusive (forte empreinte d'AET, mais trop peu de moyens obtenus); essai de remettre sur les rails l'IUFE pour la formation secondaire (en partie réussie, alors que la voie était étroite). La politique d'Anne Emery-Torracinta n'est pas exactement celle voulue par les syndicats (notamment au CO qui a beaucoup payé, par des augmentations d'effectifs d'élèves par classe année après année) et donc elle a parfois déçu ses anciens collègues, les enseignants. Mais elle termine globalement cette législature en ayant augmenté les moyens (même si cela n'est pas assez) et évité les coupes massives (voulues par la majorité du Grand Conseil).</p> <p>Salima Moyard PS</p>			
<p>Face à un grand conseil de droite et un conseil d'état à dominance de droite, dans un contexte de rentrées fiscales incertain et complexe, j'évalue l'action du DIP comme positive.</p> <p>Sylvain Thévoz PS</p>	<p>Par un bref aperçu, je peux dire que d'un côté, le DIP essaie de fournir des efforts pour offrir les mêmes chances à tous les élèves. Cela se note par exemple dans la mise en place du dispositif inclusif d'enseignement spécialisé (DIES) ou encore dans des mesures contre le décrochage scolaire. Mais de l'autre côté, on constate clairement des dégradations des conditions de travail pour les enseignant-e-s par le gel de postes</p>	<p>Au niveau du cycle d'orientation les conditions d'enseignement ce sont dégradés, certains enseignants manquent de motivation et surtout de pédagogie et de crédibilité face à des élèves plus pertinents, plus interrogateurs et observateurs. Manque de communication et d'informations entre le DIP et d'autres organismes comme le COPAD. Manque de soutien à la passerelle DUBS qui a conduit directeur du collège du soir, enseignants et étudiants à se mobiliser. Merci à ce Directeur et Enseignants grâce à qui une salle de plus a pu être ouverte cette année.</p>	<p>Bilan plutôt négatif. Les thèmes que vous proposez en exemple ci-dessous et qui ne concernent que la forme en sont pour moi une preuve. Les coupes linéaires dans les budgets des services publics ont des conséquences catastrophiques sur les prestations. Le déplacement des formations continues hors des heures scolaires est un échec : nettement moins de formation demandées, alors que c'est un élément important de mise à jour des connaissances des enseignants.</p>

	<p>et par l'augmentation des effectifs de classe. De plus, le bilan tend vers une dévalorisation du métier suite à certaines propositions politiques tel que SCORE, ou encore les coupes budgétaires. Ces dernières mesures ont bien conduit à la diminution des heures de certaines matières tels que la musique, la rythmique, etc.</p> <p>Badia Luthi PS</p>	<p>Sabine Tiguemounine Les Verts</p>	<p>Les dynamiques de concertation entre enseignants menant à des projets innovateur sont à réactiver pour améliorer la qualité des enseignement et pour motiver les enseignants dans leur travail. C'est un dossier qui suppose un financement.</p> <p>Les transferts d'élèves entre établissements (lors de leur formation et parfois loin de leur domicile) est très négatif.</p> <p>Beaucoup de bâtiments scolaires sont en mauvais état ou surchargés, des travaux sont urgents. De nouvelles écoles sont à prévoir en ciblant bien les emplacements en fonction des prévisions démographiques et de constructions de nouveaux quartiers.</p> <p>Tout cela contribue très probablement à déposséder l'Ecole publique genevoise de son essence et à instaurer un climat de défiance, d'instabilité, de fragilité et d'échec au sein de ses collaborateurs et de ses élèves.</p> <p>Murielle Regamey E et E</p>
<p>- Effort soutenu pour maintenir le nombre d'élèves par classe.</p> <p>- Effort soutenu pour renforcer l'inclusion des élèves à besoins spéciaux dans l'école ordinaire</p> <p>- Concrétisation de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans dès 2018 pour renforcer la formation de base dont bénéficie la population genevoise et lutter contre le décrochage scolaire</p>	<p>Durant la législature, le Conseil d'Etat n'a pas trouvé des bases de travail communes. Et dans un Conseil d'Etat à majorité de droite, les départements dirigés par un-e élu-e de gauche n'ont pas eu la vie facile. Le bilan est difficile à évaluer, dans la mesure où il est le fruit de rapports de pouvoir cachés du public, à l'intérieur du Conseil d'Etat.</p>	<p>Bilan en demi-teinte. La révision de la LIP reste insatisfaisante sur bien des points. Bien que se soit une norme constitutionnelle, la formation obligatoire jusqu'à 18 ans reste quasiment impossible à mettre en place. La rénovation des bâtiments scolaire ne va pas assez vite à mon sens, il y a encore des efforts à faire. Durant cette législature, il n'y a pas eu une ligne directrice claire mais plusieurs, ce qui fait qu'à vouloir tout faire on ne fait quasiment rien.</p> <p>Stéphane Florey UDC</p>	<p>Notre conseillère d'Etat à tenté de sauver les meubles mais le résultat est loin d'être suffisant. Trop de démantèlement.</p> <p>Christoph Bult E et E</p>

<p>- Ouverture de la nouvelle école de culture générale Raymond Uldry pour répondre aux besoins de lieu de formation pour le secondaire II et recherche de solution pour augmenter rapidement le nombre de place de formation des professionnel de la santé mais retard dans la rénovation/construction de bâtiments scolaires (CO renard, Centre de formation professionnel etc...)</p> <p>- Lutte pour le maintien d'une formation des enseignants en 4 ans.</p> <p>Caroline Marti PS</p>	<p>Je relèverai toutefois qu'en termes d'encouragement à la participation des jeunes, le projet de loi sur l'enfance et la jeunesse élaboré par le DIP, débattu actuellement au Grand Conseil, représente un grand pas en avant. Sur ce genre de thématiques, le DIP a toujours entretenu le dialogue avec les organisations de jeunesse.</p> <p>Diego Esteban PS</p>		
<p>augmentation des ressources notamment du nombre d'enseignant-e-s pour répondre à l'augmentation du nombre d'enfants scolarisés</p> <ul style="list-style-type: none"> - maintien du nombre d'élève par classe - renforcement de l'école inclusive pour les enfants à besoins spéciaux - mise en place de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans telle qu'inscrite dans la constitution - valorisation de la filière apprentissage <p>Thomas Wenger PS</p>	<p>Ce bilan doit être analysé au regard du manque de moyens alloués à ce département. La formation obligatoire jusqu'à 18 ans est une préoccupation prise au sérieux par le Département, étant entendu qu'il s'agit d'un projet ambitieux et extrêmement positif qui sera certainement au centre de l'attention durant la prochaine législature. S'agissant de l'école inclusive, le Département reste dans une logique de projets pilote et de dispositifs disparates, même si des progrès ont été accomplis dans un cadre budgétaire très défavorable. Le canton a accumulé un retard important sur le plan des investissements dans les bâtiments scolaires, qui rappelons-le dépend</p>	<p>Bilan mitigé avec des polémiques nous qui posent questions sur l'avenir de notre système (exemple de la scolarisation des frontaliers, augmentation du nombre d'élèves par classe ou position dans le renvoi de familles déboutés de l'asile ...)</p> <p>Valentin Dujoux Les Verts</p>	<p>Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du DIP. Les conditions d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détériorées.</p> <p>Denis Bucher Les Verts</p>

	<p>principalement du Département des finances. S'agissant du mercredi matin, j'observe par exemple que les élèves du spécialisé n'y ont souvent pas accès faute de moyens.</p> <p>Cyril Mizrahi PS</p>		
<p>- Retour des notes à l'école primaire ainsi que des sections au cycle d'orientation qui permettent aux élèves de mieux s'orienter et aux parents de mieux suivre leur cursus.</p> <p>- Soutien à la mise en place de l'accueil continu afin de faciliter la vie professionnelle des parents.</p> <p>- Valorisation de l'apprentissage afin de permettre une meilleure orientation des élèves et lutter contre le chômage des jeunes.</p> <p>Philippe Meyer PLR</p>	<p>Bilan mitigé! La formation jusqu'à 18 ans, qui a été votée par le peuple genevois et inscrite dans la constitution, est une excellente mesure qui aura certainement des effets positifs sur l'insertion des jeunes dans le monde du travail. Au primaire, le mercredi matin (réforme pour laquelle j'ai toujours été opposé, mais acceptée en votation!) produit trop d'effets indésirables (élèves fatigués, accidents à la gym...). Il serait nécessaire d'en tirer un bilan et de revenir sur cette question. Quant à l'école inclusive prônée par le DIP, on peine à voir sa concrétisation, car le concept reste flou. Quels sont les élèves en situation de handicaps qui peuvent être intégrés dans des classes, et quelles sont les adaptations nécessaires à introduire pour les accueillir.</p> <p>Michèle Rouillet PLR</p>	<p>Des efforts supplémentaires sont nécessaires en matière d'école inclusive, de prévention du harcèlement à l'école (notamment en cas de discrimination de genre ou d'origine) et de valorisation de la filière apprentissage.</p> <p>David Martin Les Verts</p>	<p>Le bilan de l'action de la magistrate est très mitigé. Elle n'a eu qu'une seule obsession, l'école inclusive. Pour le reste, elle n'a démontré aucune vision, ni stratégie sur ce que doit être l'école à Genève au 21ème siècle. Aussi, rien n'a été fait pour réduire l'inflation administrative dont souffre le DIP et, en premier lieu, les enseignants. Ceux-ci doivent faire beaucoup trop de tâches qui ne sont pas liées à l'enseignement. Il apparaît aussi que les spécificités du terrain sont mal entendues et comprises de la part de la direction du DIP. En outre, il n'y a à ce stade aucune stratégie sur la question de l'enseignement du numérique à l'école, c'est pourtant le grand défi du 21ème siècle. Enfin, le nouveau CO n'a toujours pas été évalué et il conviendrait à mon sens de présenter les résultats et de proposer une vraie réforme.</p> <p>Alexandre De Senarclens PLR</p>
<p>En 2014, le mercredi matin à l'école est entrée en vigueur. Le rapport publié par le DIP en juin 2016 relève des points positifs,</p>	<p>Vu de l'extérieur, législation difficile. Pressions énormes du législatif sur l'enveloppe financière. La conseillère d'Etat ne</p>	<p>Peu de choses se sont concrétisées, la Conseillère d'Etat a souvent été minimisée au sein du Gouvernement et le Parlement s'est peu engagé pour l'enseignement. Peu de dossiers ont avancé et</p>	<p>Les coupes linéaires dans les budgets des services publics ont des conséquences catastrophiques sur les prestations.</p>

<p>comme l'introduction de l'anglais et l'engagement de 30 postes pour la lecture au cycle élémentaire, mais aussi des points négatifs, comme des élèves fatigués, un surcroît de travail pour les enseignants, des répercussions sur les activités extrascolaires, les clubs et les écoles privées.</p> <p>La question des effectifs de classe défraye également l'actualité, avec la limitation du nombre d'élèves frontaliers, pour une économie de 3,4 millions.</p> <p>L'école inclusive a été l'un des points très importants de la politique menée par le DIP cette législature, avec de nombreuses expériences pilotes d'intégration d'élèves en situation de handicap dans des classes ordinaires, et la création de la commission consultative de l'école inclusive en 2017.</p> <p>La lutte contre le décrochage scolaire a également été une priorité, avec la proposition de la formation obligatoire jusqu'à 18ans, car la situation actuelle n'est pas satisfaisante avec près de 1'000 jeunes qui quittent une formation chaque année. A ce sujet, la création de l'école de commerce Raymond-Uldry est un pas dans la bonne direction.</p>	<p>s'en est toutefois pas trop mal tirée (école inclusive, quelques restructurations nécessaires).</p> <p>Pierre Eckert Les Verts</p>	<p>la situation des mercredis matins, de l'école inclusive ou de formation obligatoire jusqu'à 18 ans n'est pas satisfaisante. Plus de budget devrait également être mis dans la rénovation des cycles.</p> <p>Anne Bonvin Bonfanti Les Verts</p>	<p>Les effectifs de classes du secondaire I et II sont trop élevés, en particulier dans les classes difficiles.</p> <p>Le déplacement des formations continues hors des heures scolaires est un échec : nettement moins de formation demandées, alors que c'est un élément important de mise à jour des connaissances des enseignants.</p> <p>Les dynamiques de concertation entre enseignants menant à des projets innovateur sont à réactiver pour améliorer la qualité des enseignement et pour motiver les enseignants dans leur travail. C'est un dossier qui suppose un financement.</p> <p>Les transferts d'élèves entre établissements (lors de leur formation et parfois loin de leur domicile) est très négatif, particulièrement au CO.</p> <p>Beaucoup de bâtiments scolaires sont en mauvais état ou surchargés, des travaux sont urgents. De nouvelles écoles sont à prévoir en ciblant bien les emplacements en fonction des prévisions démographiques et de constructions de nouveaux quartiers.</p> <p>Gérard Scheller E et E</p>
---	---	---	--

<p>Ainsi, le bilan est satisfaisant, même s'il reste dans un contexte difficile avec les politiques d'austérités menées par la majorité de droite au Grand Conseil et au Conseil d'Etat. Il apparaît encore des manques, comme mieux définir la place de l'enseignement spécialisé dans le projet d'école inclusive, le renforcement des collaborations entre structures, la nécessité d'une formation de niveau master pour les enseignants du primaire, favoriser la cohérence du parcours des élèves, maintenir et développer les prestations en éducations créatives : musique, physique, encourager l'innovation pédagogique, et revaloriser le métier d'enseignant, encourager la professionnalisation du métier d'enseignant, et défendre des conditions de travail dignes.</p> <p>Nicolas Clémence PS</p>			
<p>Bon même s'il reste beaucoup à faire pour développer une école plus égalitaire et inclusive. Le Grand-Conseil n'a pas voté les ressources financières nécessaires pour renforcer la politique de l'enfance et réduire notamment les décrochages scolaires</p> <p>Denis Chiaradonna PS</p>	<p>JE CROIS QUE LES ENSEIGNANTS FONT CE QU'ILS PEUVENT AVEC LES MOYENS QU'ON LEURS DONNENT.</p> <p>André Dutruit UDC</p>	<p>Le bilan de la Conseillère d'Etat n'est pas totalement satisfaisant. Elle a consacré beaucoup de temps à défaire ce qui avait été fait par son prédécesseur que ce soit le projet de loi sur l'instruction publique et la loi sur la jeunesse . Elle n'a pas su montrer de vision globale du rôle de l'école et de la formation de demain. Aucune réforme majeure n'a été mise en œuvre. La loi sur l'instruction publique revue pendant cette législature a certes été dépoussiérée mais elle n'a pas apporté de souffle nouveau.</p>	<p>Législature difficile. Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détériorées.</p> <p>Elias Geoffroy Les Verts</p>

		<p>La Magistrate a consacré la majorité de ses efforts sur l'école inclusive. Le résultat est pourtant lui aussi décevant.</p> <p>Nathalie Fontanet PLR</p>	
<p>Un bilan positif en considérant les choix budgétaires de la majorité du Grand Conseil et le rapport de force au Conseil d'Etat. L'éducation et la formation devraient faire l'objet d'une priorité absolue, considérant qu'il s'agit d'un investissement aussi essentiel que durable.</p> <p>Grégoire Carasso PS</p>	<p>En tant que membre du collège gouvernemental, il ne m'appartient pas de commenter la politique de ma collègue Anne-Emery Torracinta. Je relève cependant que les moyens affectés au DIP ont été augmentés durant la législature, que la rénovation des bâtiments scolaires suit son cours et que le nombre d'enseignants est en augmentation. Ceci dans le cadre des allocations de moyens affectés par le Conseil d'Etat en général et la magistrate en charge du DIP en particulier.</p> <p>Pierre Maudet PLR</p>	<p>Un bilan calme ! Et un échec sur ce qui est de la transmission des infrastructures entre les communes et le canton.</p> <p>Thierry Vidone PBD</p>	<p>Le bilan général est mauvais, et le DIP a plusieurs fois manqué à ses engagements. Les conditions de travail se sont durcies, les pressions – parfois individuelles – ont augmenté, tout comme les procédures et les charges administratives. Le DIP continue de 'diviser pour régner' dans l'application des coupes budgétaires exigées par le Conseil d'Etat et le parlement. Les formations professionnelles sont malmenées, au niveau secondaire (CFP / apprentissages: réduction de moyens, classes ou filières non ouvertes...) comme au niveau tertiaire (HES: pseudo 'autonomie' avec gestion de la DG orientée vers la 'rentabilisation').</p> <p>Michel Vincent EàG</p>
<p>Difficile à dire, car peu visible pour les externes au département, mais ce qui ressort sont des efforts dans la bonne direction (école inclusive, lutte contre les discriminations, une revalorisation des apprentissages, l'intégration des jeunes en rupture scolaire jusqu'à la majorité). Côté parlement une résistance de la majorité actuelle contre toute amélioration des conditions, voire une volonté de diminuer les moyens et de laisser les conditions d'apprentissage dans les écoles se détériorer.</p>	<p>Les coupes linéaires dans les budgets des services publics ont des conséquences catastrophiques sur les prestations. Les effectifs de classes du secondaire I et II sont trop élevés, en particulier dans les classes difficiles. Le déplacement des formations continues hors des heures scolaires est un échec : nettement moins de formations demandées, alors que c'est un élément important de mise à jour des connaissances des enseignants.</p>	<p>N'étant pas spécialiste de la question (mes enfants ayant quitté l'école (primaire, cycle et collège) je perçois néanmoins un corps enseignant démotivé, ne se sentant pas soutenu par sa hiérarchie et à qui en demande de plus en plus. Les responsabilités et tâches supplémentaires doivent être accompagnés de ressources supplémentaires. L'éducation est LE facteur clé qui contribue à un épanouissement personnel et professionnel. Le nombre d'élèves par classe doit rester viable (max 25). L'hétérogénéité de la population scolarisée nécessite plus d'accompagnement individuel. Bâtiment scolaires: "chefs-d'œuvre" en périls, en tout cas pour certains (cycle de Pinchat...)</p>	<p>Un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté et les conditions de travail se sont dégradées.</p> <p>Aude Martenot EàG</p>

<p>Claudia Herberlein Simonett Les Verts</p>	<p>Les dynamiques de concertation entre enseignants menant à des projets innovateur sont à réactiver pour améliorer la qualité des enseignement et pour motiver les enseignants dans leur travail. C'est un dossier qui suppose un financement.</p> <p>Les transferts d'élèves entre établissements (lors de leur formation et parfois loin de leur domicile) est très négatif, particulièrement au CO.</p> <p>Beaucoup de bâtiments scolaires sont en mauvais état ou surchargés, des travaux sont urgents. De nouvelles écoles sont à prévoir en ciblant bien les emplacements en fonction des prévisions démographiques et de constructions de nouveaux quartiers.</p> <p>Gilles-Olivier Bron PLR</p>	<p>Sabine Latour Les Verts</p>	
<p>Plutôt bon mais dans un climat difficile.</p> <p>Delphine Klopfenstein Brogginini Les Verts</p>	<p>En demi-teinte...</p> <p>D'une part, il y a la volonté de faire une école plus ouverte et plus adaptée aux besoins comme l'Intégration: élèves allophones, école inclusive) et la lutte contre l'échec scolaire (élèves en grandes difficultés, orientation, formation jusqu'à 18 ans) et l'adaptation aux nouvelles technologies (informatique, médias, etc). D'autre part les moyens ne suivent pas, ou difficilement (personnel, formation, etc). A décharge du DIP, le contexte budgétaire et les rapports politiques peu favorables à</p>	<p>Les effectifs de classe au C.O et au Collège sont encore trop élevés. Les résultats obtenus avec les classes de 15 à 17 élèves, comparés aux classes de 21 élèves n'ont rien à voir!</p> <p>Le mercredi matin est une aberration au niveau du primaire, les enfants sont épuisés et leur résultats en pâtissent.</p> <p>En ce qui concerne l'école inclusive, il faut réaliser que les enseignants ne sont ni des éducateurs de rue, ni des médecins-psychiatres, ni des assistants sociaux. Nous sommes formés pour instruire avec la meilleure pédagogie possible, mais nous ne pouvons pas faire des miracles quand ils s'agit de gérer des cas sociaux, des situations de violence</p>	<p>Je constate que la situation des enseignants s'est dégradée. Leur charge travail a augmenté. Les effectifs s'ils augmentent ne font que suivre l'accroissement du nombre d'élèves et ne correspondent pas aux renforcements attendus pour mieux répondre au besoin des élèves et des enseignants.</p> <p>L'inclusion demeure le parent pauvre de l'enseignement en dépit des déclarations fracassantes de tous ceux qui s'en prétendent adeptes, mais qui ensuite reculent devant les coûts légitimes qu'induit de développement de l'inclusion scolaire.</p> <p>Jocelyne Haller EàG</p>

	<p>augmenter les budgets de l'éducation.</p> <p>Philippe Noël Les Verts</p>	<p>parfois grave et des développements mentaux problématiques.</p> <p>Je salue néanmoins la formation obligatoire jusqu'à 18 ans. Cependant, il semblerait que l'on perde aujourd'hui plus d'élèves qu'il y a 20 ans. Est-ce réellement la bonne solution?</p> <p>Caroline Jauch E et E</p>	
<p>Le bilan est positif en tenant compte du fait que la gauche est clairement minoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil, et que les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes. L'essentiel a toutefois pu être sauvé ! Il faut rappeler à cet égard que la Conseillère d'Etat en charge du DIP s'est battue contre des propositions de coupes pour F 15.5 mio qui auraient touché le DIP et la formation plus particulièrement, et qu'elle a au final obtenu au budget 2018 la création de 195,5 postes pour le seul DIP. Pour l'essentiel, il s'agit des postes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves en 2018 (95 ETP), à la mise en œuvre à la prochaine rentrée de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans (48 ETP), ainsi qu'à la poursuite du renforcement de l'école primaire : des équipes pluridisciplinaires sont prévues dans sept nouveaux établissements et quatre nouveaux éducateurs de région</p>	<p>L'école genevoise n'a pas fait l'objet d'une priorité claire de la part du présent Conseil d'Etat. Les moyens ont été mécaniquement accordés en fonction de l'augmentation de la population, mais la marge de manoeuvre pour développer de nouvelles prestations comme l'école inclusive a été trop faible. Si le bilan est positif en termes de prise en compte des différences dans les parcours d'apprentissage, on peut faire davantage pour les élèves en difficultés, notamment dans le suivi des parcours complexes qui peuvent engendrer des ruptures ou décrochages. En ce sens, la prochaine mise en œuvre de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans est un immense projet qui va se concrétiser. Il y a enfin une attente de la part d'enseignant.e.s de la prise en compte de leur quotidien qu'il convient de mieux valoriser.</p> <p>Thierry Apothéloz PS</p>	<p>Pendant cette législature, le DIP a dû agir dans le cadre des restrictions budgétaires imposées par une majorité du Grand Conseil. Son bilan est celui de la résistance à toute une série d'attaques avec de bonnes intentions mais souvent un manque de moyens pour les mettre en œuvre.</p> <p>Cette absence d'investissement, dans l'éducation et la formation, tant de nature humaine que financière est déplorable et dangereuse pour les enfants mais également pour l'avenir de notre société. Seul un investissement massif dans la formation afin d'élever le niveau de base de tous les élèves permettra de maintenir la cohésion sociale.</p> <p>Sandrine Salerno PS</p>	<p>J'en tire un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté, les conditions de travail se sont dégradées, la bureaucratie a crû et les complications administratives de toutes sortes se sont multipliées, etc. (contrairement aux promesses du discours de Saint-Pierre). L'enseignement primaire et l'enseignement spécialisé pourraient être considérés comme les parents pauvres de l'école mais, dans les faits, c'est le DIP qui essaie de jouer les uns contre les autres pour masquer son incapacité à trouver les moyens nécessaires. Et quand il en trouve, il préfère les consacrer à des projets déguisés en nouveautés, médiatiques, quitte à arroser le sable. Il n'y a donc que des perdants.</p> <p>Julie Peradotto EàG</p>

<p>seront engagés. Tous ces moyens supplémentaires s'inscrivent dans la volonté de la Conseillère d'Etat et des socialistes de lutter contre le décrochage scolaire, sachant que la réussite se construit dès l'école primaire. A ces postes s'ajoutent notamment des postes pour l'OMP, pour des infirmières et infirmiers scolaires, pour le service dentaire scolaire et le SPMi. C'est un pas important, mais qui doit clairement se poursuivre et pour lequel l'engagement des socialistes sera constant. Autres points positifs : l'ouverture des classes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et le maintien d'effectifs acceptables par classe.</p> <p>Nicole Valiquer Grecuccio PS</p>			
<p>Le bilan est positif en tenant compte du fait que la gauche est clairement minoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil, et que les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes. L'essentiel a toutefois pu être sauvegardé ! Il faut rappeler à cet égard que la Conseillère d'Etat en charge du DIP s'est battue contre des propositions de coupes pour F 15.5 mio qui auraient touché le DIP et la formation plus particulièrement, et qu'elle a au</p>		<p>Problématique de l'entretien et de la rénovation des bâtiments scolaires non réglée. Voir la motion M2277 Bâtiments scolaires déposée par les Verts: http://ge.ch/grandconseil/data/texte/M02277A.pdf Problématique du déficit en heures en sciences au CO. Pas réglée malgré les promesses du DIP suite à la motion M2081 initiée par les Verts pour une revalorisation de l'enseignement scientifique au cycle d'orientation et un changement de grille horaire.</p> <p>Législature difficile. Pressions énormes du législatif sur l'école qui a rencontré trop peu de résistance de la part du département. Les conditions</p>	<p>J'en tire un bilan négatif. La charge de travail du corps enseignant a augmenté, les conditions de travail se sont dégradées, la bureaucratie a crû et les complications administratives de toutes sortes se sont multipliées, etc. (contrairement aux promesses du discours de Saint-Pierre). L'enseignement primaire et l'enseignement spécialisé pourraient être considérés comme les parents pauvres de l'école mais, dans les faits, c'est le DIP qui essaie de jouer les uns contre les autres pour masquer son incapacité à trouver les moyens nécessaires. Et quand il en trouve, il préfère les consacrer à des projets</p>

<p>final obtenu au budget 2018 la création de 195,5 postes pour le seul DIP. Pour l'essentiel, il s'agit des postes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves en 2018 (95 ETP), à la mise en œuvre à la prochaine rentrée de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans (48 ETP), ainsi qu'à la poursuite du renforcement de l'école primaire : des équipes pluridisciplinaires sont prévues dans sept nouveaux établissements et quatre nouveaux éducateurs de région seront engagés. Tous ces moyens supplémentaires s'inscrivent dans la volonté de la Conseillère d'Etat et des socialistes de lutter contre le décrochage scolaire, sachant que la réussite se construit dès l'école primaire. A ces postes s'ajoutent notamment des postes pour l'OMP, pour des infirmières et infirmiers scolaires, pour le service dentaire scolaire et le SPMi. C'est un pas important, mais qui doit clairement se poursuivre et pour lequel l'engagement des socialistes sera constant. Autres points positifs : l'ouverture des classes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et le maintien d'effectifs acceptables par classe.</p> <p>Jean-Charles Rielle PS</p>		<p>d'apprentissages, en particulier au CO, se sont détériorées.</p> <p>François Lefort Les Verts</p>	<p>déguisés en nouveautés, médiatiques, quitte à arroser le sable. Il n'y a donc que des perdants.</p> <p>Jean-David Christinat EàG</p>
---	--	--	--

<p>Le bilan est positif en tenant compte du fait que la gauche est clairement minoritaire au Conseil d'Etat et au Grand Conseil, et que les attaques de la majorité parlementaire contre l'école genevoise ont été permanentes. L'essentiel a toutefois pu être sauvegardé ! Il faut rappeler à cet égard que la Conseillère d'Etat en charge du DIP s'est battue contre des propositions de coupes pour F 15.5 mio qui auraient touché le DIP et la formation plus particulièrement, et qu'elle a au final obtenu au budget 2018 la création de 195,5 postes pour le seul DIP. Pour l'essentiel, il s'agit des postes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves en 2018 (95 ETP), à la mise en œuvre à la prochaine rentrée de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans (48 ETP), ainsi qu'à la poursuite du renforcement de l'école primaire : des équipes pluridisciplinaires sont prévues dans sept nouveaux établissements et quatre nouveaux éducateurs de région seront engagés. Tous ces moyens supplémentaires s'inscrivent dans la volonté de la Conseillère d'Etat et des socialistes de lutter contre le décrochage scolaire, sachant que la réussite se construit dès l'école primaire. A ces postes s'ajoutent notamment des</p>		<p>UN BILAN CONTRASTE, CE DEPARTEMENT DOIT ETRE UNE PRIORITE DANS LES ACTIONS FUTURES DU GOUVERNEMENT. L'EDUCATION EST UN AXE PRIORITAIRE POUR MOI, DONNER DES MOYENS FINANCIERS SUFFISANTS A CE DEPARTEMENT AFIN LUI PERMETTRE D'ATTEINDRE LES BUTS QUI LUI SONT FIXES. AVOIR UNE ECOLE AU RABAIS C'EST NE PAS ANTICIPER L'AVENIR.</p> <p>Isabelle Descombes Les Verts</p>	
---	--	---	--

<p>postes pour l'OMP, pour des infirmières et infirmiers scolaires, pour le service dentaire scolaire et le SPMi. C'est un pas important, mais qui doit clairement se poursuivre et pour lequel l'engagement des socialistes sera constant. Autres points positifs : l'ouverture des classes nécessaires pour faire face à l'augmentation du nombre d'élèves et le maintien d'effectifs acceptables par classe.</p> <p>Michel Pomatto PS</p>			
		<p>Un bilan mitigé : L'école inclusive a beaucoup focalisé l'attention du DIP, probablement au détriment d'autres aspects, notamment concernant la transmission des connaissances et la familiarisation avec le numérique. L'introduction de la formation obligatoire jusqu'à 18 ans est une avancée de la nouvelle Constitution et donc encore être mise en oeuvre. Un important travail de rénovation des bâtiments scolaires a été enclenché et doit être poursuivi.</p> <p>Céline Zuber PLR</p>	
		<p>Il s'agit d'une législature difficile. Le Grand Conseil a mis l'action du DIP sous pression. Le département aurait peut-être pu faire preuve de plus de résistance. Dans l'enseignement primaire, le soutien à la lecture a été bénéfique mais il peut encore s'intensifier car les besoins sont gigantesques. Dans l'enseignement secondaire I, les conditions d'apprentissages se sont détériorées. L'école inclusive est en bonne voie mais encore trop dispersée.</p>	

	Marjorie de Chastonay Les Verts	
--	---------------------------------	--